

**saint  
foucault  
un  
miracle  
ou  
deux?**

ouvrage collectif  
sous la direction de  
mayette viltard

René de Ceccatty  
Isabelle Châtelet  
Stéphane Nadaud  
Susana Bercovich  
Stelios Sardelas  
Françoise Jandrot  
Gatherine Lord  
Denis Petit  
Mayette Viltard  
Jean Allouch  
Alicia Larramendy  
Felipe Fernandes  
Colette Piquet  
David Halperin

Cahiers de l'Unebève





**saint  
foucault  
un  
miracle  
ou  
deux?**





Cahiers de l'Unebêvue  
Responsables de la publication :  
Françoise Jandrot, Mayette Viltard

Les Cahiers de l'Unebêvue et la revue L'UNEBÉVUE  
sont édités et distribués en librairie par

L'unebêvue-éditeur  
110 bd Raspail, 75006 Paris  
unebevue@wanadoo.fr  
fax : 01 44 49 98 79  
www.unebevue.org



Publié avec le concours du Centre national du livre

© 2013 l'unebêvue-éditeur.  
110 bd Raspail 75006 Paris

unebevue@wanadoo.fr  
www.unebevue.org

ISBN : 978-2-914596-39-8  
ISSN : 1284-8166



**saint  
foucault  
un  
miracle  
ou  
deux?**

**ouvrage collectif  
sous la direction de  
mayette viltard**

**René de Ceccatty  
Isabelle Châtelet  
Stéphane Nadaud  
Susana Bercovich  
Stelios Sardelas  
Françoise Jandrot  
Catherine Lord  
Denis Petit  
Mayette Viltard  
Jean Allouch  
Alicia Larramendy  
Felipe Fernandes  
Colette Piquet  
David Halperin**

Cahiers de l'Unebévue  
*l'unebévue éditeur*





L'ARC-EN-CIEL DES CONCEPTS  
CONSTITUTION DE L'HOMOPHOBIE COMME OBJET  
DE POLITIQUE PUBLIQUE DU GOUVERNEMENT LULA

*Felipe Bruno Martins Fernandes*

Les politiques publiques de lutte contre l'homophobie au Brésil se sont constituées en tant que champ politique dans le début des années 2000. Depuis une trentaine d'années, le mouvement LGBTTT (lesbiennes, gaies, bisexuelles, travestis, transsexuelles et transgenres) au Brésil avait réussi à établir des liens avec la structure de l'État, à mettre en œuvre un *agenda politique* pour combattre la violence contre les personnes LGBTTT et à promouvoir leur citoyenneté auprès du gouvernement fédéral.

Dans mon travail de recherche, je pars d'une position engagée, c'est-à-dire qu'à travers la production de savoir, je cherche à contribuer à produire des données visant à la justice sociale. Dans une interview à Lima, Terence Turner a déclaré que la théorie sociale doit informer la politique activiste : « Dans les principales traditions intellectuelles anthropologiques [...] il y a toujours eu un engagement dans le sens d'élaborer des programmes d'action visant à améliorer la société, pour donner des formes culturelles qui favorisent le développement des capacités humaines » [Smiljanic, Fernandes, 2008, p. 142]. En ce sens, mon positionnement dans le champ politique et académique est « contaminé » par le monde social dans lequel j'ai vécu en tant que militant, chercheur et sujet. La condition d'homme gai « sorti du placard » est, selon Miguel Vale de Almeida, une perspective structurante de certaines théories sociales, et c'est la condition de possibilité de ma présentation, car dans le domaine de l'anthropologie engagée, « dire



et montrer sont [...] les instruments de la politique réelle pour la critique et la transformation du système homophobe » [Almeida, 2010, p. 16].

D'après les études de genre et sur la base des réflexions de Joan Scott (1991) sur la catégorie d'« expérience » dans le champ académique et politique féministe, et de Gayatri Spivack (2010) sur le « subalterne », j'ai développé l'épistémologie avec laquelle j'ai construit mes recherches. Pour Scott, l'expérience (catégorie très utilisée par les activistes et chercheuses féministes) ne devrait pas être considérée comme une donnée, mais devrait nous permettre de questionner pourquoi notre regard sur un objet est marqué par certaines catégories. Gayatri Spivack cherche à relocaliser dans la théorie sociale le subalterne, montrant que le subalterne est un espace de la différence qui définit la limite de ce qui est en dehors de l'impérialisme culturel. Dans cette direction, je cherche toujours à suivre un mouvement épistémologique dans lequel l'expérience partagée entre les chercheurs et leurs informateurs est enregistrée, par exemple, dans un journal de terrain, dans les produits audiovisuels, les archives, etc. Ceci nous permet d'analyser le corpus recueilli (collecté). On a donc une production de savoir découlant de cette analyse de l'expérience partagée et enregistrée qui informe à la fois le champ politique (militant et de politique publique) et le domaine scientifique

Cette définition épistémologique est nécessaire puisque les catégories et les théories de l'activisme et le savoir universitaire cherchent souvent à informer les mouvements sociaux, l'État et le domaine scientifique, sans parcourir la culture locale, ce qui amène à une « traduction » inefficace. Cette inefficacité peut être rencontrée dans le domaine que j'ai analysé, par exemple, avec l'utilisation de deux catégories anglophones, le « bullying » et le « queer », constituées chacune dans la pratique politique militante et scientifique brésilienne de manière différente.

La catégorie « bullying » [intimidation] dans le domaine de la lutte contre l'homophobie a été introduite au Brésil en 2008 par un professeur américain invité par un certain nombre d'universités à donner des conférences sur le « Bullying



Homophobe ». Les dialogues avec les mouvements LGBTTT et avec les centres et groupes de recherche a permis l'introduction de ce concept en relation avec l'expérience nationale, et la culture locale. Le terme « Bullying Homophobe » a été inscrit à l'ordre du jour de la lutte contre l'homophobie au Brésil, a fait l'objet d'un appel à une audience publique de la Chambre de Députés, et a aussi été incorporé dans la production de savoir sur la violence contre les personnes LGBTTT à l'école.

Le terme « queer » a lui aussi reçu un large écho au Brésil dans les années 2000, principalement dans les noyaux et les groupes de recherche dans les universités, mais il a fait l'objet de tensions entre les universitaires et les activistes, interprété par beaucoup de personnes du champ académique comme une sorte de police de l'essentialisme. Les théoriciens et militants se sont battus à propos de la catégorie « queer » pour prendre le pouvoir et avoir l'autorité dans le domaine. Les théoriciens accusaient les militants d'être « *identitaires* », et affirmaient que la direction du mouvement avait des difficultés pour intégrer les nouvelles connaissances et pratiques activistes. Pour les militants, les théoriciens queers étaient déconnectés de l'expérience populaire de l'homosexualité. Il y avait là un problème de « traduction » : un terme importé, lié à une tradition académique particulière, essayait d'informer la pratique politique sans dialogue avec l'expérience nationale : c'est une forme d'imposition conceptuelle qui est inefficace. Comme l'a souligné Claudia de Lima Costa (2003), le rôle scientifique dans le monde globalisé est de traduire et d'articuler les différentes traditions théoriques. Traduction et articulation doivent tenir compte du fait que le processus théorique de la traduction est toujours infidèle et que nous devons prendre en compte le contexte national au moment où l'on met en place les « voyages conceptuels » qui sont de notre responsabilité.

Dans le cadre du partenariat établi entre l'Université Fédérale de Santa Catarina et l'Université du Mirail (Toulouse/France) je suis venu en France en novembre 2011 pour effectuer un stage post-doctoral d'un an, en particulier dans la ville de Toulouse (la quatrième ville du pays en nombre d'habitants). J'ai vécu en France une année extraordinaire d'élection présidentielle dans laquelle, chaque jour, les différents projets politiques ont

été présentés à la société. Mais aussi, Toulouse a été le centre de l'attention mondiale pendant une semaine en avril 2012, suite à une série de meurtres. Dans ce moment d'expression de haine et d'extrémisme, et de présentation des différents projets politiques, le mouvement LGBTTT français a cherché à négocier ses agendas avec plus ou moins de succès. La tradition politique française est fondée sur l'universalisme républicain (liberté, égalité et fraternité), c'est-à-dire fondée sur des valeurs universelles qui devraient être adoptées par toutes et tous et applicables à toutes les personnes sans distinction. Au cours de la réouverture de l'« Espace des Diversités et de la laïcité » de la ville de Toulouse, le 20 décembre 2012, j'ai eu, par exemple, l'occasion d'entendre le président du « Conseil Représentatif des Associations Noires », Louis-Georges Tin, qui a donné une conférence intitulée « Justice Sociale et discriminations » dans laquelle il a présenté le « Pacte pour en finir avec les discriminations ». Ce pacte, lancé par une coalition d'organisations françaises pendant la période électorale et à travers la publication d'un livre manifeste, a appelé à la mise en œuvre d'actions visant à lutter contre la discrimination et pour la garantie des droits fondamentaux pour les femmes, les homosexuels, les handicapés, les jeunes et les personnes âgées et les communautés ethniques. Selon la coalition, le grand défi en France est de discuter de la construction de l'égalité pour tous et toutes, alors qu'en réalité, certains marqueurs tels que le genre, la sexualité, la race, l'origine ethnique et la condition physique produisent des inégalités sociales et sociétales importantes.

Par ailleurs, dans le domaine des sciences sociales françaises, l'année 2012 a été marquée par le dixième anniversaire de la mort de Pierre Bourdieu. Un certain nombre d'actions commémoratives et de publications ont été mise en œuvre, ce qui a réactivé mes réflexions sur l'État comme responsable de la production d'agents sociaux et d'agents d'État, et sur la difficulté cruciale pour percevoir l'institution même, quand on veut l'analyser, difficulté qui se révèle être responsable d'une naturalisation d'une série de pratiques institutionnelles, souvent citée sans discernement dans les recherches contemporaines sur l'État.

### *L'homophobie comme objet de politique publique*

Pour comprendre la politique LGBTTT mise en place par le gouvernement Lula dans les années 2000, il faut considérer à la fois la situation historique globale et la situation locale. Je rappellerai ici seulement, au niveau global, les manifestations de mai 68 en France et de Stonewall aux USA, et je vais préciser davantage la situation locale brésilienne, au cours des années 1970, 1980 et 1990, avec, dans le contexte d'une dictature militaire, l'arrivée de l'épidémie du SIDA et la collaboration entre le mouvement LGBTTT et l'État.

C'est pendant la dictature militaire que le Brésil a vu naître un mouvement de résistance sans précédent. Ces mouvements de résistances ont articulé différentes positions idéologiques et valeurs libertaires dans la lutte contre l'autoritarisme, l'opposition à la dictature, et ont produit une large coalition qui a été structurante pour le mouvement brésilien des personnes LGBTTT. En 1978, au moment de relâchement de la persécution autoritaire contre les mouvements de résistance se crée le mouvement LGBTTT au Brésil, marqué par la fondation du « Groupe Somos d’Affirmation Homosexuelle » à Sao Paulo [MacRae, 1990]. Dans la même période commence à circuler à l'échelle nationale la revue « *Lampiã da Esquina* » [Le Réverbère] qui publie mensuellement des nouvelles sur la vie gay, sur les actualités locales, nationales et mondiales LGBTTT. Le journal demeurera en circulation pendant trois ans. En 1980 est fondé le Parti des Travailleurs, expression d'une coalition de la résistance à l'autoritarisme en articulation avec le mouvement syndical à São Paulo et dans d'autres villes, avec la participation du mouvement LGBTTT de l'époque. La lutte contre l'autoritarisme et la dictature fut une des priorités des mouvements sociaux et du mouvement LGBTTT. C'est donc une sorte de symbiose qui a marqué le début du mouvement LGBTTT et la création du Parti des Travailleurs.

Au milieu de la décennie des années 1980 arrive au Brésil l'épidémie du SIDA, nommé « cancer gay » dans les médias par les représentants de la médecine et de la religion catholique. Il était assez commun d'entendre dans les émissions nationales des phrases comme « le SIDA est la frappe de la

colère de Dieu sur l'homme ». L'arrivée du SIDA a fonctionné comme un mécanisme d'intensification de l'homophobie et a repathologisé l'homosexualité dans le discours commun. Cette intensification de l'homophobie mais aussi l'impact du SIDA dans le groupe homosexuel (de par les décès) a fait que la majorité des organisations LGBTTT s'est mobilisée pour construire des réponses communautaires à l'épidémie et contre la panique morale qui s'était aussi créée dans de nombreux pays. Toutefois, la mise en place de l'assistance aux victimes du VIH par les associations a fini par produire une communauté de solidarité [Parker] dans les populations LGBTTT, ce qui a développé un nombre croissant de groupes d'activistes et a densifié l'agenda politique vis-à-vis de la société.

En 1988 au Brésil est approuvée une nouvelle constitution, connue sous le nom de « Constitution des Citoyens ». Cette constitution établit un nouveau mécanisme pour la planification financière du budget public, principalement pour étendre les droits sociaux et les mécanismes de participation populaire dans les processus décisionnels de la nation (le plus connu d'entre eux est la création des Conférences Nationales thématiques, en suivant des étapes municipales, régionales, étatiques et nationales). L'année précédente (1987), le mouvement LGBTTT avait été en dialogue constant avec les députés de la Constituante pour que la liberté de l'orientation sexuelle soit une valeur confirmée par la nation. Le premier alinéa de l'article IV du document souligne que l'un des fondements de la Constitution brésilienne est de « promouvoir le bien de tous, sans distinction d'origine, de race, de sexe, de couleur, d'âge et toutes autres discriminations ». C'est dans ce paragraphe que le mouvement LGBTTT, en particulier le groupe Triangle Rose de Rio de Janeiro, a cherché à inclure la catégorie « orientation sexuelle », proposition qui a été rejetée [House, 2001]. Les principaux partenaires de l'inclusion proposée, José Genuíno et Benedita da Silva, du Parti des travailleurs, ont fait valoir à ce sujet la nécessité de garantir les droits des homosexuels en tant que fondement d'une société démocratique, affirmant que la question avait été traitée souvent avec humour par ses collègues. Toutefois, comme on était au plus haut de la vague de l'épidémie de

SIDA, l'homosexualité était encore considérée par la plupart des députés comme une maladie ou un péché, parfois les deux. Les militants du mouvement LGBTTT ont remplacé le concept hégémonique d'« option sexuelle » par celui d'« orientation sexuelle », ce qui permettait une stratégie de déplacement et de réinstallation de l'homosexualité comme une question sociale, et de la détacher de la référence religieuse et médicale.

Dans les années 1990, les réponses communautaires au SIDA se sont consolidées à travers un processus de collaboration entre le mouvement LGBTTT et l'État. L'accès des organisations LGBTTT aux groupes les plus vulnérables à l'exposition du VIH, en particulier les hommes gais et les travestis, a été essentiel dans la lutte contre l'épidémie, en particulier pour les soins aux personnes vivant avec le SIDA mais aussi pour la prévention de l'infection virale. La gestion sur le terrain a été effectuée par les associations subventionnées par l'État. Cette articulation État-Associations a été très efficace et a positionné le Brésil comme un pays modèle dans la lutte contre l'épidémie, l'un des premiers à garantir l'accès universel au cocktail antisida (trithérapie) et à changer le *copyright* des brevets de médicaments en *copyleft*, permettant d'assurer un accès à la thérapie à moindre coût. Ces années de relations étroites entre le mouvement LGBTTT et Ministère de la Santé a également fait progresser le programme des Droits de l'homme pour ces populations. Ainsi, dans les années 1990, les préjugés et la discrimination contre les LGBTTT ont peu à peu été compris comme des facteurs qui augmentaient la possibilité d'exposition au VIH. Dans ce contexte s'est imposée pour la première fois dans une politique publique brésilienne, la catégorie « homophobie », utilisée par le Ministère de la Santé pour définir une expérience unique qui accroît la vulnérabilité des populations LGBTTT à l'exposition au VIH.

En 2002, le candidat du Parti des travailleurs, Luiz Inacio Lula da Silva, a été élu président du Brésil. Lula est resté au pouvoir pendant deux mandats. La première fois de 2003 à 2006 et la deuxième de 2007 à 2010. Le gouvernement de Lula a été remplacé par un gouvernement de « continuité », dirigé par son ministre Dilma Rousseff. Le gouvernement Lula était vraiment différent des gouvernements précédents.



D'une part, c'était le premier changement majeur dans la scène politique, en particulier vis-à-vis de l'élite dirigeante historique [Almeida, 2004]. D'autre part, en ce qui concerne les politiques éducatives, le gouvernement a commencé à aborder la question de la *qualité* de l'éducation, sachant que les gouvernements précédents avaient porté leurs efforts sur l'accès universel à l'éducation [Durham, 2010]. Le gouvernement Lula a été divisé en deux grands blocs, un « noyau social » (les militants historiques des luttes sociales) et un « noyau économique » (les technocrates et le milieu d'affaires). Cependant, la plupart des cadres politiques du gouvernement fédéral étaient des sujets appartenant à la gauche, aux syndicats et aux mouvements sociaux. Ainsi, dès le début, le gouvernement s'est organisé autour de la volonté de « transformation sociale » de la réalité brésilienne et du renforcement des mécanismes pour la participation populaire dans les processus décisionnels de la nation. Et cela n'était pas différent pour les programmes du mouvement LGBTTT, en particulier celui de la lutte contre l'homophobie.

\*

Le gouvernement Lula a considéré que la catégorie « homophobie » permettait de donner un sens à un vaste problème social et de mettre en oeuvre des politiques publiques par divers organismes du gouvernement fédéral (ceux-ci ne restant plus attachés seulement au Ministère de la Santé). La catégorie « homophobie » est ainsi devenue une catégorie centrale de la politique publique pour les LGBTTT, et sa définition conceptuelle a suivi un long chemin. Au début des années 1990, cette catégorie est introduite dans le domaine de la lutte politique par le Grupo Gay da Bahia (GGB) comme une catégorie descriptive de la violence contre les personnes LGBTTT, en particulier dans les cas de violence meurtrière. Comme nous l'avons vu, elle va ensuite être reconnue comme un phénomène d'exclusion sociale qui augmente la vulnérabilité des LGBTTT à l'exposition au VIH. Et en 2003, elle permet de définir toute la politique LGBTTT, en particulier pour combattre les préjugés et la discrimination (et donc la violence physique et symbolique). Cette catégorie « homophobie » devient alors



hégémonique dans le domaine de la lutte politique et dans la définition des politiques publiques, elle commence à recevoir un traitement spécial et différencié à la fois par le mouvement LGBTTT et l'État. Ainsi, un ordre du jour « négatif » de lutte contre l'homophobie, c'est-à-dire contre les violences réelles et symboliques, va s'accompagner d'un ordre du jour « positif » pour l'expansion des droits sociaux des populations LGBTTT, droit au mariage, utilisation d'un prénom social, etc. [cf. Uziel, 2006]. En ce qui concerne l'ordre du jour négatif, le mouvement a travaillé pour une criminalisation des crimes homophobes par le Congrès National, le but étant de faire voter une loi. Ainsi assistons-nous, autour de la catégorie « homophobie », à la division entre deux champs, un « négatif » et un « positif », avec des stratégies d'action et de pensées différentes, voire disparates.

En mai 2004, deuxième année du gouvernement Lula, est lancé un programme fédéral qui recoupe à la fois la lutte contre l'homophobie et la promotion de la citoyenneté homosexuelle dans divers domaines de la gouvernance dans la structure étatique. C'est la première fois qu'un gouvernement brésilien propose de nombreuses actions ayant pour bénéficiaires les populations LGBTTT.

L'homophobie et l'homosexualité sont désormais au cœur des politiques éducatives. Tout au long des années 1990, les questions de l'homosexualité avaient fait l'objet exclusif des politiques de santé, liées à l'épidémie de VIH. Mais, dès le début des années 2000, avant le gouvernement Lula, le mouvement LGBTTT a aussi dialogué avec le Ministère de la Justice. Ce Ministère a organisé, par exemple, la délégation brésilienne qui a participé à la Conférence de Durban sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance (2001), avec la participation de représentants du mouvement LGBTTT [Fachinni, 2009]. Cette participation à la Conférence a abouti à la création du Conseil National de Lutte Contre la Discrimination, un outil de suivi de la ratification du Brésil à la Déclaration de Durban. Ainsi, au début des années 2000, avant l'élection de Lula et sous l'influence de la Conférence des Nations Unies (ONU), ce contexte a représenté le premier mouvement du traitement de l'homosexualité par

l'État non seulement en matière de santé, mais aussi dans le domaine de la Justice, en particulier le Secrétariat des Droits de l'Homme. Ce bureau avait une politique intitulée « Balcão de Direitos » [Comptoir/Balcon des Droits] et visait à produire un concept communautaire de la justice en collaboration avec les populations marginales, minoritaires et socialement exclues, garantissant l'accès de ces groupes à des mécanismes judiciaires. Pendant cette période, toutefois, le dialogue entre le mouvement LGBTTT et le Ministère de la Justice ne s'est pas concrétisé dans une politique publique efficace. Le « Balcon des droits » et sa notion de l'accès des communautés à la justice était la seule action qui pouvait mettre en place un processus de collaboration entre le mouvement LGBTTT et l'État qui n'était pas exclusivement celui de la santé. Mais comme cette action était destinée à un large public (minorités marginales, et exclus – les indigènes, les noirs, les sans-papiers, les femmes, les homosexuels, les SDF (sans domicile fixe)), les questions LGBTTT ont fini par être considérées comme secondaires par rapport à l'accès aux ressources publiques par comparaison avec les autres groupes, en particulier indigènes et noirs. Comme un des mes informateurs me l'a dit, « la politique est une compétition pour les ressources, alors toutes les populations minoritaires se sont battues pour le Balcon des Droits et les personnes LGBTTT ont été laissées de côté » [Journal de Terrain, 02/06/2010]. L'échec dans le dialogue avec le Ministère de la Justice concernant la mise en œuvre des politiques sur l'accès à la justice pour les LGBTTT a fait que le mouvement LGBTTT a dû repenser ses pratiques et ses stratégies politiques.

En 2002, un groupe LGBTTT s'est réuni à Brasilia afin d'apprendre le fonctionnement de l'administration publique dans un cours de formation sur « le budget public ». Ce petit groupe a soigneusement étudié les règles de la planification financière de l'État brésilien, en cherchant des instruments appropriés pour intensifier le processus de collaboration entre le mouvement LGBTTT et l'État, et pour analyser les motifs de la perte de dialogue avec le Ministère de la Justice. Les dirigeants ont alors rédigé un document qui a tracé les actions possibles de l'agenda politique LGBTTT à mettre en



œuvre dans les divers organismes fédéraux. Ce travail a duré près d'un an. En 2003, après l'élection de Lula, lors de la « Réunion Brésilienne des Gays, Lesbiennes et Transgenres » forum national du mouvement LGBTTT, le groupe a présenté le texte qui a été complètement transformé par le collectif LGBTTT national. Ainsi, entre 2002 et 2003, un groupe de dirigeants LGBTTT a inventé pour la première fois, au sein du mouvement, un « agenda homosexuel » permettant de budgétiser les actions proposées dans divers domaines de la gouvernance, et de responsabiliser les diverses agences du gouvernement fédéral. Comme le Secrétariat des Droits de l'homme (maintenant Ministère et non plus Département du Ministère de la Justice) assistait à cette réunion en tant qu'invité et était très critiqué pour son inefficacité en matière de défense des droits humains des LGBTTT, le représentant du gouvernement s'est engagé à en tenir compte. À la fin de l'année 2003 a été créée une coalition entre le mouvement LGBTTT et l'État [Mello, 2010] pour examiner le texte, et à travers le Conseil national de lutte contre la discrimination, a lancé le premier plan national qui a défini une politique publique en dialogue avec la communauté LGBTTT.

Le processus de rédaction d'un plan national de politique publique pour les LGBTTT avait deux grandes dimensions. D'une part, un changement conceptuel visant à organiser le contenu du programme et d'autre part, une adaptation de l'ordre du jour du mouvement LGBTTT à l'identité politique du gouvernement Lula. En 2003, l'ordre du jour négatif (contre la violence) du mouvement LGBTTT a été organisé autour de l'expression « discrimination de l'orientation sexuelle » et non « homophobie ». Mais, comme m'a dit un de mes informateurs, « les concepts n'étaient pas clairs » [Journal de Terrain, 13/06/2010]. Le comité de rédaction du programme a estimé que le concept d'orientation sexuelle a été confondu avec le domaine de l'éducation sexuelle. C'est le livre du chercheur Daniel Borrillo [2001] intitulé « L'Homophobie » qui a conduit à proposer le terme « homophobie » comme titre du programme. Le groupe de militants présents à la commission de rédaction a ainsi suggéré comme titre « Programme de lutte contre l'homophobie ». Toutefois, une des exigences de



l'agence de communication du gouvernement a été d'avoir un titre « plus accrocheur publicitaire » et a dit que le sous-titre pouvait être long, et pas seulement « négatif ». « Le gouvernement a exigé que le sous-titre soit quelque chose qui non seulement recentre le combat, mais qui soit aussi affirmatif » [Journal de Terrain, 13/06/2010]. Ainsi, en mai 2004, le gouvernement a lancé le programme « Brésil Sans Homophobie : programme qui doit combattre l'homophobie et viser à promouvoir la citoyenneté homosexuelle » [Brésil, 2004]. C'était le problème de ce que vous appelez, vous ici en France, « des éléments de langage ».

\*

Au Brésil, pour qu'une politique publique soit mise en œuvre, elle doit être attachée à une « action » des lois de planification budgétaire publique. Une action définit un champ de l'administration gouvernementale, ses objectifs et les ressources allouées à sa mise en œuvre. En ce qui concerne le Ministère des Droits de l'homme, par exemple, le premier gouvernement Lula a mis en place des politiques visant à lutter contre l'homophobie à travers des actions intitulées « Droits de l'homme, des droits pour tous » et « Garantie d'accès aux droits ». La planification financière pour l'année 2008, qui s'étale sur 4 ans, était directement liée aux actions approuvées du programme « Brésil Sans Homophobie » intitulées « Coordination institutionnelle pour la promotion de la citoyenneté homosexuelle et la lutte contre l'homophobie », « Mise en œuvre du Brésil sans homophobie [...] », « Centres de recherche sur la citoyenneté et la lutte contre l'homophobie » et « Base de données sur la Citoyenneté homosexuelle et la lutte contre l'homophobie ». La renégociation du premier texte écrit en 2002 qui a inspiré le « Brésil Sans Homophobie » a retardé la prise en compte du dialogue et sa mise en place budgétaire, car sa réécriture a fait que le nouveau texte n'était plus en adéquation avec le discours de l'État et l'affectation financière n'a pu être faite entièrement.

La lutte contre l'homophobie dans le premier mandat de Lula a ainsi été mise en place dans le Secrétariat des Droits de l'Homme, mais le mouvement LGBTTT s'est rendu compte



que parmi les différents domaines de gouvernance, il avait la possibilité de mettre en œuvre ses objectifs dans les domaines de l'éducation et la culture.

Alors l'éducation comme champ central de lutte contre l'homophobie a été, dans un premier temps, choisi en fonction des possibilités financières. Les domaines qui ont été à l'époque considérés comme prioritaires étaient ceux de la sécurité publique et du travail. En ce sens, les premières années du gouvernement Lula ont vu l'intensification du processus d'apprentissage des rouages de l'administration publique par le mouvement LGBTTT, qui a mobilisé ses leaders pour la construction de ponts stratégiques de dialogue et d'influence dans les processus de décision étatiques.

Le Ministère de l'Éducation a créé en son sein, en 2004, le « Secrétariat pour l'Alphabétisation, l'Éducation Continue et les Diversités » (SECAD), à travers lequel le mouvement LGBTTT a investi l'espace institutionnel pour la mise en place de ses politiques. Comme l'a souligné son premier secrétaire, Ricardo Henriques, « le Secrétariat est créé dans le but d'institutionnaliser dans le système national d'éducation, le fait de reconnaître la diversité socio-culturelle en tant que principe de la politique d'éducation publique, mettant l'accent sur l'inégalité de l'accès et de la poursuite des études, en respectant les différences ethniques et raciales, culturelles, les identités sexuelle et de genre dans les écoles brésiliennes » [2007, p. 17]. Ce Secrétariat, surnommé le « bébé » par le personnel du Ministère de l'Éducation nationale, a été l'agence qui a rassemblé des thèmes qui n'existaient pas dans le système national éducatif, liés à des lignes politiques issues des groupes qui ont intégré historiquement le Parti des Travailleurs. Le Secrétariat a semblé suivre le slogan du Parti des Travailleurs au sein du gouvernement fédéral : « Brésil, un pays de tous ». Parmi les agences du Ministère, le Secrétariat est celui qui avait la plus forte adhésion à la politique sociale du gouvernement Lula en répondant à la proposition d'une « éducation pour tous », en tenant compte des questions de diversité et de la lutte contre la violence. En conséquence, des thèmes jamais traités par le système éducatif brésilien sont devenu centraux dans la politique éducative, en

particulier dans la construction des politiques visant à lutter contre les inégalités sociales, devenant un moyen de restructurer l'ensemble du système national.

### *L'homophobie devient un objet scientifique*

Cependant, « l'homophobie », devenue objet de politique publique, n'est plus seulement une question de lutte politique du mouvement LGBTTT (au sein de la lutte sociale) et un problème de gouvernance, elle devient aussi un objet scientifique.

En effet, quand un problème social (comme l'homophobie) devient un centrage important de l'administration du gouvernement, il devient un objet de connaissance, connaissance qui cherche à « dominer » et à « gérer » le problème. Cette forme de domination et de gestion d'un problème social se fait principalement par la production d'« indicateurs » et « connaissances » sur le thème. C'est ainsi que s'est créé, à propos de la catégorie de « l'homophobie » un champ d'études, à la fois universitaires et politiques. Au cours des deux mandats du gouvernement Lula, une série d'études sur le phénomène de « l'homophobie » au Brésil ont été publiées. Dans le cas de la recherche universitaire, il s'est agi d'études principalement dans les domaines de l'éducation, de la psychologie, de l'histoire et du droit [Fernandes, Grossi, Pierre, 2009]. La construction des données sur l'homophobie par les institutions politiques visant à informer sur la lutte politique et les politiques publiques ont donné lieu à des rapports publiés par les institutions du mouvement LGBTTT et par les organisations liées au parti, mais aussi par les organismes de recherche du gouvernement fédéral et supranational. Il est également important de citer la participation de chercheurs des sciences sociales et des champs interdisciplinaires en collaboration avec le gouvernement dans l'examen du contenu des politiques. Les rapports sur l'homophobie se sont donc multipliés sous le gouvernement Lula, et je vais seulement en prendre quatre. Le rapport sur la jeunesse et la sexualité [Abramovay et al, 2004] de l'UNESCO a été la force motrice des politiques contre l'homophobie du Ministère de l'Éducation. Le travail

de cette recherche sur le terrain a eu lieu dans les écoles brésiliennes avec les élèves, les parents et les enseignants et a cherché à répondre aux questions de l'initiation sexuelle, la grossesse chez les adolescentes, la contraception, l'avortement et la sexualité (en axant le travail sur la violence, les préjugés et la discrimination). Paru le même mois que la création du Secrétariat [SECAD] (juillet 2004), le rapport a ensuite fourni des données, par exemple, pour connaître le pourcentage des étudiants, des enseignants et des parents qui ne voudraient pas avoir un ou une collègue homosexuel(le) ou trans dans la classe. En deuxième lieu, je retiens les rapports (2003-jusqu'à ce jour, publication annuelle) du Centre latino-américain sur la sexualité et les Droits de l'homme (CLAM), hébergé à l'Université d'État de Rio de Janeiro où les participants de la marche des fiertés dans plusieurs capitales ont été invités à répondre à un questionnaire sur les raisons de leur participation à la marche, leurs identités sexuelles et de genre, comment ils vivent la conjugalité, la parentalité, ainsi que leurs expériences politiques et avec la violence. Il y a eu aussi Le Foundation Perseu Abramo, un centre de recherches lié au Parti des travailleurs, qui a établi en 2009 une enquête sur la diversité sexuelle et l'homophobie au Brésil. Et le quatrième est le rapport de l'Institut national d'études pédagogiques, rattaché au Ministère de l'Éducation, qui en 2009 a entrepris une grande enquête dans les écoles sur les préjugés et la discrimination dans le milieu scolaire. Ainsi, la lecture et l'interprétation de la recherche qualitative et quantitative ont permis au Secrétariat d'affirmer la nécessité de « veiller à ce que tous les homosexuels soient respectés à l'école et puissent poursuivre leurs études ». En ce sens, la production de données qualitatives et quantitatives a agi sur notre relation avec le monde social, pour transformer une problématique abstraite en données tangibles (mesurables, démontrables, vérifiables), donnant un caractère « scientifique » à l'existence d'un problème à traiter par le gouvernement [Traversini, Bello, 2009].

La consolidation d'un programme de lutte contre l'homophobie par le gouvernement de Lula était le moteur d'un champ de spécialistes dans la production de savoir sur l'homophobie. La première initiative au Brésil devant produire

des indicateurs de la violence homophobe fut faite par le mouvement LGBTTT, grâce à l'effort pionnier du Groupe Gay de Bahia. Ils ont étudié les documents des médias sur la violence meurtrière depuis les années 1980. En 1991, l'anthropologue et activiste Luiz Mott a dénoncé dans une émission à la télévision la « violence anti-gay » et a affirmé : « Ce n'est pas un privilège d'être reçus par le Secrétaire [de la Sécurité Publique], nous avons apporté notre dossier, avec 103 meurtres ». Ainsi, plus d'une décennie avant le gouvernement Lula, le mouvement avait commencé à collecter les données sur la violence meurtrière contre les homosexuels. Ce processus de production d'indicateurs de la violence homophobe a été fait en dialogue avec la gestion publique, comme le montre Luiz Mott dans le fragment ci-dessus, en disant que les données produites « ont été remises au Secrétaire ». Ainsi, le Groupe Gay de Bahia, grâce à l'enregistrement et à l'analyse des actualités, a travaillé sur la catégorie de « l'homophobie » et produit les premières données « statistiques » sur les assassinats des personnes LGBTTT.

Il y a trois façons de mettre en lumière un problème pour les décideurs politiques [cf. Souza, 2006]. La première est la divulgation d'« indicateurs » comme façon de « mettre à nu » le problème. La seconde est la déclaration de la récurrence du problème. La troisième, la rétroaction, c'est-à-dire, la collecte des données qui montrent les échecs du système de gestion par rapport à la possibilité de faire face à un problème. Ainsi, « l'objectif principal des analystes des politiques publiques consiste à identifier le type de problème que la politique vise à corriger » [Souza, 2006, p. 40]. Comme l'a souligné Bruno Latour [1983], dans le monde de la politique c'est la statistique (et leurs institutions) qui construit des outils qui permettent au gouvernement d'agir sur le « monde extérieur », ce qui place le « laboratoire scientifique » au sein du domaine politique dans lequel la composition du contexte social peut changer. Ainsi, en particulier dans le cas de l'agenda anti-homophobie, on peut voir une relation intriquée entre le « champ scientifique » et le « champ politique », et ils s'influencent mutuellement.

Lancement du programme « Brésil sans homophobie », création d'un Secrétariat d'État au Ministère de l'Éducation

chargé de la mise en œuvre des politiques de diversité, et définition d'un champ responsable de la production de savoir sur le problème, ces trois éléments ont été responsables de la création des techniques de gouvernement afin de lutter contre l'homophobie au Brésil. Ces techniques, je les appelle ici des « stratégies ». Le concept de stratégie est envisagé comme un mode de fonctionnement, c'est-à-dire, c'est *la forme concrète* à travers laquelle *les politiques concrètes* sont mises en œuvre. Choisir une stratégie particulière est donc un acte politique. C'est toujours le choix de quelqu'un : le choix des gouvernants, le choix des militants, le choix des experts, le choix du public concerné.

*L'émergence de la transversalité comme un paradigme du Ministère de l'Éducation a repositionné les concepts de « diversité », « homophobie », « racisme » et « sexisme ».*

Les premières actions de la lutte contre l'homophobie dans le Ministère de l'Éducation ont été exécutées autour de thèmes spécifiques, c'est-à-dire que la majorité des cours de formation se sont centrés sur les thèmes du racisme, du sexisme et de l'homophobie, traités séparément. Les actions ont été compartimentées en fonction de l'« axe de l'oppression » que le cours cherchait à problématiser, et ont été réalisées principalement, mais pas exclusivement, par des organisations du mouvement LGBTTT. À un certain moment de l'agenda, l'« axe de l'oppression » a quitté la place de thème principal du contenu des cours et est devenu *transversal* dans un modèle de formation de semi-présence (en ligne avec l'aide de l'internet) appelé « Genre et Diversité dans les Écoles » et exécuté exclusivement par les universités. Imprégné du savoir accumulé dans les sciences sociales et humaines, notamment l'anthropologie, le cours de semi-présence a lancé sur l'agenda anti-homophobie le concept universel de « diversité socio-culturelle », qui repositionne l'homophobie dans un cadre plus large des inégalités à être traitées par la politique. L'émergence de la transversalité comme un paradigme du Ministère de l'Éducation a repositionné les concepts de

« diversité », « homophobie », « racisme » et « sexisme ». Ainsi au Brésil, on a vu le repositionnement des concepts et des visions du monde, basé sur l'examen du contenu par des experts sur la race, le genre et la sexualité.

Le concept de « transversalité » dans les politiques publiques provient des études et politiques féministes, en particulier dans le cadre des conférences internationales sur les femmes (Mexique 1975 et Beijing 1995). Pour Lourdes Bandeira [2005], « la transversalité du genre dans les politiques publiques se réfère à l'idée de préparer une matrice pour diriger une nouvelle vision des compétences (politiques, institutionnelles et administratives) et responsabiliser des agents publics pour surmonter les différences entre les sexes, au sein et entre les différentes sphères de gouvernement » [p. 5].

L'agenda anti-homophobie dans l'éducation brésilienne pourrait donc être divisé en deux périodes distinctes. La première période a axé ces cours sur des thèmes spécifiques. La deuxième période a vu l'émergence d'axes transversaux de l'oppression, affirmant la complexité des expériences discriminatoires. Quand, dans un champ, des experts se sont impliqués sur l'agenda, ils ont éventuellement produit un changement dans le contenu théorique qui avait guidé les politiques, et repositionné des catégories-clés de l'agenda.

Il y a une régularité dans la forme des stratégies mises en œuvre dans l'agenda éducatif anti-homophobie qui a réinterprété les anciens modèles d'intervention pédagogique et a aussi créé des nouveaux modèles de l'action politique dans la société brésilienne.

On peut répertorier les principales actions du Ministère de l'Éducation en ce qui concerne les politiques anti-homophobie : (1) la formation des enseignants, (2) l'organisation de prix et de concours, (3) l'organisation des événements, et (4) la production de matériel didactique spécifique à l'agenda anti-homophobie. Ces actions sont menées avec de nombreux partenaires qui se situent à l'intersection des objectifs du Ministère dans la mise en place de ces politiques, c'est-à-dire des sujets sociaux, imprégnés de responsabilités idéologiques (social, institutionnel et individuel), qui participent en tant qu'agents actifs dans la constitution de ces questions. Le



réseau dense, tendu et complexe est un champ qui s'est mis en place et qui est considéré ici comme une politique publique.

Le premier type de politique publique a été de former des enseignants et d'autres professionnels. Ces cours de formation ont été interprétés par le Ministère comme une chance de faire émerger dans le champ éducatif certains thèmes considérés par le gouvernement comme problématiques. La première vague de cours (2005-2006) a cherché à promouvoir une « école pour tous et toutes », en particulier pour les personnes LGBTTT. La deuxième vague de cours (2006 - jusqu'à maintenant) résulte d'un partenariat entre le Ministère de l'Éducation et l'Université d'État de Rio de Janeiro, qui a créé le modèle de formation de semi-présence qui a été mis en œuvre par les universités dans toutes les régions du pays. Les cours sont donc compris comme un moyen de lutter contre l'homophobie dans la société dans son ensemble. Pour les fonctionnaires du Ministère de l'Éducation, les cours forment les enseignants et par ricochet, forment aussi les étudiants, leurs familles et toute la société.

Le second type de politique publique concerne des prix et des concours. Les Prix et concours sont des actions destinées à stimuler une discussion spécifique afin d'atteindre une population plus large. Une autre façon de comprendre ces prix et concours consiste à les interpréter comme « découvreurs » de sujets qui travaillent sur ces questions, permettant ainsi de les intégrer dans les réseaux de manière théorique et/ou politique. Par exemple, les prix intitulés « En train de Construire l'Égalité de Genre » consistent, pour les lycées, à faire une dissertation, ou à rédiger un article scientifique, dans les universités. Ce prix a lieu chaque année depuis 2006. Il est considéré comme un moyen de s'attaquer aux inégalités entre les hommes et les femmes dans la société brésilienne. Ce prix a permis de réorienter le regard d'une grande partie de la population sur le problème du sexisme, et en parallèle, sur le problème de l'homophobie.

Le troisième type de politique publique a consisté à organiser des événements (séminaires et conférences, par exemple). Ces événements réunissant un groupe avec un objectif particulier

étaient récurrents pendant le gouvernement Lula. Comme j'ai pu le constater sur le terrain, les « réunions » et « séminaires » peuvent avoir plusieurs objectifs. Un des objectifs concerne la visibilité des questions qui doivent être incluses dans le système éducatif comme un thème transversal qui implique les questions de la différence. Un autre objectif de ces événements est la mise en place des stratégies et des objectifs d'action, une fois que les réunions et séminaires sont considérés comme un lieu privilégié pour l'échange d'expériences entre les gestionnaires, les experts et les acteurs de la société civile. C'est également dans les réunions que s'approfondissent les liens entre les institutions qui travaillent dans la production des politiques publiques. J'ai perçu qu'il y avait une circulation des personnes dans les événements et que les invités étaient toujours les mêmes, c'est-à-dire que les gens deviennent « connus », ce qui permet finalement d'appeler l'agenda anti-homophobie un « champ ».

Le quatrième type de politique publique a été la publication de matériel pédagogique spécifique sur l'homophobie. Selon Tatiana Lionço et Deborah Diniz, « les manuels scolaires sont des outils pédagogiques essentiels pour formaliser l'inclusion d'un contenu spécifique dans la formation des étudiants » (2009, p. 13). Au Ministère, il n'y avait pas une politique articulée de production de matériel didactique et pédagogique, et cette production était fragmentée en différents départements, chaque organisme du Ministère avait ses propres méthodes de publication de matériel.

Il y avait deux « défis » dans la production de matériaux anti-homophobie. Le premier défi était de « traduire » dans les matériels le contenu des sciences humaines et sociales qui avaient commencé à informer le gouvernement sur les thèmes de l'agenda. Le deuxième défi, d'une grande importance, était la résistance de la société et de l'école à la mise en place de ces matériels pédagogiques anti-homophobie. Selon le Secrétariat de la Diversité, les matériels pouvaient être classés comme « matériel de formation » (pour les enseignants), « matériel littéraire » (pour les niveaux élevés et une aide aux enseignants), « brochures » et « technologie éducative » (pour les enseignantes et/ou les niveaux élevés). Pour les

matériels de technologie éducative, on y inclut les « matériels audiovisuels » et « d'autres matériels », qui comprennent « bulletins », « flyers » et « jeux » (tout ce qui n'est pas livres). Le Secrétariat a produit (ou soutenu la production) d'une telle quantité de matériel que le Ministère n'a pas pu en faire le compte exhaustif, « nous avons 2% des matériels sur le site web du Ministère, le Ministère lui-même ne peut pas comptabiliser ce qu'il a produit » (gestionnaire du Secrétariat, Journal de Terrain, 17/11/2010). La production de matériel pédagogique pour le champ éducatif est d'une importance primordiale pour l'agenda anti-homophobie dans l'éducation, afin de rendre possible la réalisation de ses objectifs de transformation sociale, que ce soit dans la lutte quotidienne contre l'homophobie, la discrimination et la violence dans les écoles.

*La religion et la sexualité : la dispute autour du projet  
« École sans homophobie »*

Comme on peut s'en douter, de nombreux conflits et tensions ont structuré cette lutte contre l'homophobie, principalement dans le domaine de l'éducation. Un premier conflit s'est produit au sein du Ministère de l'Éducation (Ministère) impliquant les ONG et les universités. En décembre 2007, le Ministère a publié une résolution selon laquelle des partenariats pour la formation des enseignants en matière de genre et de diversité ne seraient signés qu'avec des universités. Comme l'a souligné Alexandre José Rossi, « le début [de la lutte contre l'homophobie dans le Ministère] a été principalement marqué par le partenariat entre l'État et les ONG à travers un processus qui a été modifié en 2007 de telle sorte que les actions ont été uniquement décentralisées par les Universités » (2010, p. 124-25). Dans ma recherche, j'ai entendu deux versions de ce « déplacement » : d'abord une version avec les activistes du mouvement LGBTTT qui se sont attachés à montrer que la fraude et les irrégularités dans la mise en œuvre de l'agenda étaient responsables de la fin des partenariats. L'autre version vient des universitaires qui, à travers l'évaluation

des ONG, ont considéré celles-ci comme étant incapables de faire accéder correctement les enseignants à ces politiques.

Une autre tension a porté sur l'évaluation du matériel produit par les partenaires du Ministère. Le matériel pédagogique a été impliqué dans la plupart des actions (sinon toutes) de lutte contre l'homophobie soutenue par le Ministère. D'une part, le Secrétariat s'est dit « neutre » dans le processus d'analyse du matériel didactique en affirmant l'égalité de traitement accordée aux matériels, qu'il s'agisse des ONG, des universités ou des actions en collaboration entre les deux. D'autre part, il y avait des universités qui, en dépit de la prétendue « neutralité » du Ministère, sont entrées dans le processus d'approbation de matériels pédagogiques. Il suffit de penser à comment les différentes institutions entrent dans le domaine du marché éditorial avec des stratégies politiques différentes pour en déduire que le processus d'évaluation du matériel pédagogique n'est pas neutre, mais est traversé par les relations de pouvoir qui donnent des degrés divers de prestige et de légitimation aux matériels.

Les tensions provoquées par les matériels du projet « École Sans Homophobie » mis en place par l'Association Brésilienne LGBTTT (ABGLT) ont eu un écho national et ont abouti au veto de la présidente Dilma Rousseff.

### *La polémique du « Kit Anti-Homophobie »*

En mars 2009 commence la mise en œuvre d'une action soutenue par le Ministère intitulé « L'École Sans Homophobie », réalisée par une coalition d'ONG représentant le courant dominant du mouvement LGBTTT. L'action implique un grand nombre de groupes locaux affiliés à l'Association Brésilienne LGBTTT et forme une « internalisation » de l'ordre du jour sur la lutte contre l'homophobie dans les États et les municipalités.

Le Ministère centralise le financement des ONG pour le projet « École sans homophobie » après la deuxième moitié de 2007. Il s'agit d'une action globale avec trois axes majeurs. Le premier est la formation d'un collectif politique anti-

homophobie dans les États et les municipalités qui rassemble différents groupes sociaux, principalement les populations LGBTTT (des militants, mais aussi les enseignants des systèmes scolaires publics qui sont gay ou trans), les gestionnaires d'État et municipaux de l'éducation et autres professionnels impliqués dans le Programme de Santé et de Prévention dans les Écoles (SPE), les gestionnaires ou militants des Droits de l'homme qui ont un lien avec la question de l'homophobie et aussi des universitaires.

Le deuxième axe consiste à mener une recherche qualitative sur « l'homophobie dans les écoles », dont les résultats ont été largement rendus publics au Brésil, spécialement dans la Chambre des Députés.

Le troisième axe est la préparation et la publication de matériel pédagogique qui devait être distribué dans les écoles publiques, avec le soutien du Ministère. Ce matériel, intitulé « Kit Anti-Homophobie », était composé de différents éléments : brochures, affiches, dépliants et vidéos.

Les « réunions de formation de groupes de gestion » avaient lieu au niveaux de région (Nord, Nord-Est, du Midwest, du Sud-Est et du Sud) et impliquaient des dirigeants locaux et les ONG dans leur mise en œuvre. Chaque réunion avait une « structure » pour aborder les mêmes questions : (1) les politiques publiques et la législation sur l'homophobie dans les écoles (avec beaucoup d'insistance sur la politique du « Nom social » – par exemple : les travestis peuvent utiliser leur prénom choisi), (2) la production de matériels et (3) le diagnostic sur la question de l'homophobie dans les écoles. De plus, les régions réunies en petits groupes ont produit un « plan d'action régional ».

Mon groupe de gestion a été formé à Curitiba/Paraná, au cours du projet « École Sans Homophobie », articulé avec la gestion locale de l'éducation, le mouvement et des universitaires. À Curitiba, nous avons créé un plan d'action pour l'État de Santa Catarina, dans lequel chaque institution devait tenir certains rôles, tels que l'écriture d'un article pour le journal du Département d'Éducation, la conduite d'un atelier à Palhoça, soutenir l'organisation de la compétition d'affiches sur l'homophobie à UFSC. [Journal de Terrain, 24/03/2009].

Dans le projet initial le but était de former les enseignants et un large public. Le Ministère, considérant que le mouvement LGBTTT était incapable d'agir dans « la formation des enseignants », a réorienté l'action des mouvements vers « la formation des gestionnaires ». Ceci c'est produit à la fin de l'année 2007 lors de l'arrêt du soutien du Ministère aux ONG. Mais il existait un amendement parlementaire antérieur qui garantissait le financement aux ONG.

En novembre 2010, le séminaire « L'école sans homophobie » qui s'est tenu à la Chambre des Députés a présenté les premiers résultats de la recherche du projet « l'École Sans Homophobie » y compris la présentation des prototypes des matériels d'apprentissage, le « Kit Anti-Homophobie » produit par les ONG et issu d'un dialogue avec la société civile. Dans ce séminaire, différents points de vue ont été exposés par les mouvements sociaux, composés principalement par des ONG liées à « l'école sans homophobie » et d'autres, du champ législatif.

Outre la relation compliquée entre l'État et les ONG, en particulier ceux qui traitent des questions de genre et la sexualité à l'école, la réception du « Kit Anti-Homophobie » a provoqué une réaction et une résistance dans les secteurs conservateurs du Congrès.

Dans la presse écrite et audiovisuelle, juste après le séminaire, il y a eu une explosion de discours provoqués par les fondamentalistes religieux qui ont fait prévaloir que le gouvernement fédéral « encourageait l'homosexualité » auprès des enfants et les adolescents comme « pratique respectable ». Cette réaction homophobe conduite par des membres du banc évangélique a remis en question les matériels pédagogiques, responsables, selon eux, de cet « encouragement ». Ce « Kit » a été nommé par ce courant le « Kit Gay » et a été interprété comme un instrument de recrutement des enfants et des jeunes à l'homosexualité. Ces discours ont agi de manière efficace dans la politique homophobe. En parlant à la Chambre des Députés, le député Jair Bolsonaro (PP/RJ) a dit, « il va être distribué cette année un kit gay qui encourage l'homosexualité et la promiscuité ». Fernando Haddad, ministre de l'éducation, a déclaré : « Le Ministère a été très

perspicace. Les matériels qui sont envoyés dans les écoles sont soumis à une évaluation. Le sujet est délicat, si ce n'était pas le cas, il n'aurait pas été nécessaire de le traiter dans les écoles. Faisons cela de la manière la plus respectueuse possible pour la société ».

Le mouvement LGBTTT a publié un communiqué en réponse à la réaction négative des secteurs homophobes contre le « Kit », et a déclaré : « Les matériels sont destinés à la formation des enseignants en général, ils donnent aux enseignants des outils pour travailler à l'école. Il s'agit d'un ensemble d'outils qui visent à déconstruire les images stéréotypées des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et à permettre de vivre démocratiquement la différence ».

Ainsi, le conflit entre l'opposition au « Kit Gay », « Kit Anti-Homophobie », a reproduit le conflit entre les conceptions chrétiennes (les fondamentalistes) et la position des mouvements sociaux et du gouvernement brésilien sur les questions de la sexualité humaine. Pour les fondamentalistes, l'homosexualité était la dégradation de la salubrité de l'environnement scolaire alors que pour les étudiants LGBTTT l'homophobie était interprétée comme responsable de la violence à l'école.

Cette réaction nationale contre l'homosexualité s'est produite dans un contexte d'élection présidentielle (2010). La visibilité des questions LGBTTT dans la scène publique a impacté la campagne électorale : tous les candidats ont débattu des questions de l'homosexualité, ainsi que de la religion. Dilma, qui dans sa carrière a toujours douté de l'existence de Dieu, est devenue très religieuse et s'est engagée par écrit auprès des fondamentalistes à s'opposer au mouvement LGBTTT, principalement sur les questions du mariage gay, de l'avortement, passant d'une position sur l'avortement comme question de santé publique à une position anti-avortement. Mais après les élections, sa première mesure a été d'enlever tous les crucifix des bureaux de la présidence. Face à l'amplification de la réaction évangélique, Dilma s'est rapprochée d'eux. Le mois de mai 2011 est exemplaire à ce sujet, le Tribunal de Justice Fédéral (la plus haute instance de la justice) a reconnu la légalité des unions des personnes de même



sexe, mais Dilma a posé son veto sur le « Kit Anti-Homophobie ». Elle a dit : « Mon gouvernement ne va pas faire la publicité des options sexuelles » et elle a disqualifié toute la politique éditoriale du Ministère de l'Éducation. Elle a dit que tout ce qui était en relation avec les « coutumes » devait passer par elle.

En conclusion, je pense que ce travail de recherche finit dans les ruines du gouvernement Lula. Le Brésil de Dilma est un moment non réfléchi, non raisonné, sur l'homosexualité. Le temps de l'union des mouvements LGBTTT et du gouvernement comme coalition dans la lutte contre l'homophobie est passé.

Felipe Fernandes est boursier post-doctorat en Anthropologie Sociale à L'Université Toulouse II-Le Mirail.

